

11.09.2015 – 17:25 Uhr

Tarification de la mobilité: tout ou rien

Berne (ots) -

11 septembre 2015. Aux yeux d'auto-suisse, le financement de la mobilité conforme au principe du pollueur-payeur que le Conseil fédéral a mis sur le tapis politique avec son rapport conceptuel concernant la tarification de la mobilité ne peut que fonctionner avec une approche globale. Dans sa prise de position déposée ce vendredi, l'Association des importateurs suisses d'automobiles souligne qu'elle ne peut accepter qu'un principe de la causalité qui s'applique à l'ensemble des usagers du trafic. Il s'agit donc de faire participer entre autres la mobilité douce, comme par exemple les cyclistes, au financement de l'infrastructure routière. Par conséquent, auto-suisse s'oppose fermement à un simple péage routier uniquement à la charge des usagers de la route.

Dans son rapport conceptuel sur la tarification de la mobilité, le Conseil fédéral propose de faire recours à ce système pour remédier aux pointes de circulation, et non pour financer l'infrastructure. Le Directeur d'auto-suisse, Andreas Burgener, considère que ce serait faire fausse route: «Ou nous passons complètement, et pour tous les usagers, à un principe de causalité au niveau du financement de l'infrastructure, ou nous maintenons le système actuel.» La tarification de la mobilité engendrerait de sérieuses conséquences, à commencer par la perte de nombreux impôts, taxes et redevances due au paiement basé sur l'utilisation de l'infrastructure de mobilité, jusqu'à l'intégration de la mobilité douce dans le nouveau système. «Les cyclistes devraient eux aussi apporter une contribution, en contrepartie, les cantons et les communes pourraient réduire leurs taxes», continue Burgener. Aujourd'hui, les trottoirs et les pistes cyclables sont financés par les impôts; à l'avenir, les usagers devront directement les payer eux-mêmes.

Pour Burgener, les essais pilotes contenant un simple péage routier qui ne toucherait que les usagers de la route n'entrent pas en ligne de compte: «Déjà aujourd'hui, les automobilistes, les chauffeurs et les motocyclistes font office de vaches à lait de la nation en payant quelque neuf milliards de francs par année, bien plus que nécessaire. Nous sommes dès lors tout à fait favorables à la vérité des coûts et à un financement de l'infrastructure conforme au principe de causalité, s'ils sont mis en oeuvre de façon équitable et s'appliquent à tous les usagers du trafic.» C'est exactement pourquoi auto-suisse a lancé, en collaboration avec ses organisations amies, l'«initiative vache à lait» visant un financement équitable des transports. «Nous revendiquons que l'ensemble des recettes provenant de la circulation routière soient utilisées pour l'infrastructure. Cela garantirait la transparence et assurerait durablement le financement de l'aménagement et de l'entretien de toutes les routes du pays», commente Burgener. Après tout, les capacités du réseau des routes nationales ainsi que des plus petites routes sont épuisées, et une offensive d'aménagement s'impose urgemment.

Contact:

Andreas Burgener, Directeur
T 079 474 21 04
a.burgener@auto-schweiz.ch

Diese Meldung kann unter <https://www.presseportal.ch/fr/pm/100003597/100777676> abgerufen werden.